

## Winston Churchill

**Le 11 août 1950  
à Strasbourg, devant le Conseil de l'Europe**

Je suis certain que nous sommes tous prêts à admettre, avec le Comité des Ministres, qu'un progrès très net a été accompli au cours de cette année dans la formation de cette conception européenne que représente notre Assemblée. Il reste cependant devant nous plusieurs points importants encore en suspens. Nous regrettons que leur étude ait été inconsidérément ajournée par le Comité des Ministres jusqu'en octobre. J'estime que l'Assemblée doit insister vigoureusement sur les remarques et les opinions qu'elle a exposées au sujet des questions qui restent à résoudre. Il n'y a par exemple aucune raison pour qu'une résolution votée ici à une majorité des deux tiers ne soit pas communiquée officiellement et soumise à nos parlements respectifs, étant clairement entendu que rien ne peut empêcher le gouvernement ou le parlement intéressé de prendre lui-même ses décisions sur les questions soulevées, après en avoir fait l'objet d'une discussion aussi approfondie qu'il l'aura jugée nécessaire.

Il est important pour l'avenir de cette Assemblée qu'elle soit continuellement mise en contact plus étroit, non seulement avec les gouvernements détenteurs du pouvoir exécutif, mais aussi avec toutes les institutions représentatives qui, dans toutes les démocraties réelles, sont les seules bases sur lesquelles peut s'établir le pouvoir exécutif des gouvernements. Je puis toutefois garantir, au nom de la Grande-Bretagne, que toutes les résolutions de l'Assemblée seront soumises à la Chambre des Communes, qui en discutera la valeur intrinsèque, même si les représentants britanniques ne les ont pas votées. Nous utiliserons à cet effet les facilités accordées, au sein du Parlement britannique, à l'opposition officielle, et je suis persuadé que la Chambre des Lords prendra des mesures correspondantes.

Je propose que mes collègues, représentant ici d'autres pays, utilisent aux mêmes fins les innombrables possibilités de procédure que possèdent leurs propres parlements et que nous soyons unanimes à recourir à cette façon de procéder, à moins que, ou plutôt jusqu'à ce que, les influences paralysantes qui s'exercent sur le Comité des Ministres aient été surmontées ou se soient évanouies. Il existe sur d'autres points des divergences que devraient pouvoir éliminer nos discussions.

J'ai toujours considéré que la création d'un Parlement européen devait procéder par étapes et qu'elle devait être portée par une marée montante de faits, d'impulsions, au lieu de se réaliser par l'établissement laborieux d'une Constitution. Ou bien nous prouverons la valeur, l'importance et l'utilité que nous représentons pour l'Europe, ou bien nous échouons. Ce n'est pas une machine que nous fabriquons, mais une plante vivante que nous faisons croître. Il faut certainement considérer comme un progrès le fait que M. MacBride, représentant du Comité des Ministres, soit ici parmi nous pour exposer directement à l'Assemblée le point de vue collectif de ce Comité — si ce point de vue existe — et pour s'expliquer directement avec nous sur les questions que nous pouvons soulever. Certes, si nous nous reportons aux douze derniers mois — ou si nous remontons même plus loin encore, jusqu'à la session tenue à La Haye, il y a deux ans — nous nous émerveillerons de constater l'importance des progrès réalisés depuis cette époque.

D'une poignée d'enthousiastes réunis sans titre officiel pour plaider la cause de la réconciliation et de la renaissance de ce continent bouleversé, voici qu'aujourd'hui nous siégeons en un corps constitué, dont l'influence qu'il exerce et le respect qu'il suscite ne cessent de croître, dans notre Palais de l'Europe, sous les drapeaux historiques de quinze États et nations ! Dans tout ce que nous faisons et disons ici, nous ne devons pas trahir les espoirs et la foi de millions et de millions d'hommes et de femmes appartenant non seulement aux pays libres de l'Europe, mais encore à ceux qui sont encore asservis. Le message que nous avons reçu de notre « trône synthétique » si je puis l'appeler ainsi, a dirigé notre attention sur le plan Schuman, qui cherche à associer d'une manière efficace les industries de base des pays occidentaux, et nous a invités à nous prononcer sur ce Plan.

En tant qu'Assemblée, nous sommes tout disposés à le faire, Monsieur le Président, et il se peut qu'il soit en notre pouvoir d'atténuer certaines des incompréhensions qui se sont élevées contre ce Plan ou des préjugés qu'il a inquiétés. Nous pouvons traiter ce grand projet, porteur de tant d'espoirs, d'une manière qui soit favorable aux principes généraux qu'il incarne. Certains de mes collègues britanniques ont apporté, sur ce sujet, une contribution constructive aux débats de l'Assemblée, et je veux croire que leurs vues bénéficieront d'une attention sérieuse et amicale, non seulement auprès des gouvernements et des parlements étrangers, mais aussi auprès de leurs propres gouvernement et parlement. L'Assemblée inscrira à son actif une réalisation mémorable, si elle est capable de formuler des instructions pratiques, à l'usage des gouvernements irrésolus et des partis en désaccord, sur un projet qui cherche à élever, autour du tombeau où seraient enterrées les guerres et les contestations franco-allemandes, la structure d'une vie industrielle plus productive et plus stable pour les vastes multitudes des peuples dont le sort est en cause.

Nous exprimons nos remerciements à M. Schuman pour sa courageuse initiative et aussi pour la courtoisie avec laquelle il est venu ici nous exposer son Plan. Mais le Message que nous avons reçu du Comité des Ministres attire notre attention, dans son dernier paragraphe, sur la plus grave des questions qui menacent actuellement les affaires mondiales. Nous sommes invités à approuver les mesures prises par les Nations Unies en Corée et à proclamer notre « complète solidarité » avec la résistance à l'agression, résistance dont le poids repose actuellement sur les États-Unis, mais qui nous concerne tous. Nul ne peut mettre en doute notre réponse; nul ne saurait douter que l'Assemblée européenne fasse tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir la cause de la liberté et la prééminence du droit en face du plus injurieux et du plus violent des défis !

Mais quelle est notre position ici, dans ces souriantes campagnes et ces villes blessées par la guerre, au milieu de peuples si riches de tradition, de courage et de gloire, qui essaient de se redresser et d'effacer les conséquences des tragédies du passé ? Le Comité des Ministres nous a, par son message, virtuellement invités à étudier sous leurs aspects les plus larges les aspects militaires de notre situation. Certes il serait absurde et vain d'essayer de discuter l'avenir de l'Europe et ses rapports avec les affaires mondiales et avec l'organisation des Nations Unies, si cet aspect militaire actuellement prépondérant était arbitrairement exclu.

Presque tous les orateurs qui ont pris ici la parole, y compris nos deux collègues socialistes de Grande-Bretagne, ont empiété sur ce terrain jusqu'alors interdit, et son occupation effective par l'Assemblée est devenue maintenant un fait accompli. Jeu suis très heureux que les Allemands, occupés comme ils le sont par leurs propres problèmes, soient venus ici partager nos périls et augmenter notre puissance. Il est regrettable qu'ils ne se soient pas trouvés ici l'an dernier. Nous avons perdu un an, mais il n'est pas encore trop tard. Il ne saurait y avoir de renaissance de l'Europe, de sécurité ou de liberté pour aucun d'entre nous, si nous ne formons pas un front uni, que rien ne pourrait ébranler.

Je demande à cette Assemblée de donner l'assurance à nos amis allemands que, s'ils viennent unir leur destinée à la nôtre, nous considérerons leur sécurité et leur liberté comme aussi sacrées que les nôtres. J'ai entendu dire — cet argument, je crois, a été soulevé hier — que si l'on arme les Allemands, hormis les communistes, la Russie pourrait en prendre prétexte pour déclencher une guerre préventive. Croyez-moi, Monsieur le Président, la réalisation des desseins longuement prémédités du gouvernement soviétique ne sera ni avancée ou reculée, ni détournée par des événements de cet ordre. Il est hors de doute que nous sommes tous en grand danger.

Sur la liberté et la civilisation de l'Europe occidentale s'étend, comme une ombre, la menace d'une agression communiste russe, soutenue par d'énormes armements. Les forces soviétiques en Europe, évaluées d'après les divisions actives, les forces aériennes et les véhicules blindés, dépassent les forces de l'Union occidentale dans la proportion d'au moins six ou sept contre un. Ce sont là des faits terribles, et il est étonnant que nous soyons ici, à siéger dans notre nouveau Palais de l'Europe, à examiner calmement les plans que nous formons pour la concorde et le bonheur, les idéaux moraux et culturels des peuples que nous représentons. C'est étonnant, mais du moins cela vaut mieux que de sombrer dans la panique.

Le danger n'est, du reste, pas nouveau. Il découle du fait que les démocraties libres de l'Occident ont désarmé et dissous leurs forces après la guerre, tandis que la dictature du Kremlin maintenait sur pied des armées gigantesques et s'ingéniait inlassablement et par tous les moyens à les rééquiper. Il y a deux ans, le Pacte de l'Union Occidentale a été signé et un certain nombre de commissions ont été créées qui, depuis lors, comme l'ont dit MM. Reynaud et d'autres orateurs, n'ont jamais cessé de dissenter. Des conférences importantes ont eu lieu entre chefs et experts militaires assistés d'hommes d'État et la façade prétentieuse d'un front occidental a été édifiée par les gouvernements responsables de notre sécurité. Mais en fait, à part la création d'une base de bombardiers américains en Angleterre, rien n'a été fait pour apporter à nos peuples une protection efficace et les empêcher d'être asservis ou détruits par les armées communistes russes, appuyées par leurs effectifs écrasants d'avions et de véhicules blindés.

Moi-même, et d'autres hommes politiques, nous avons donné tous les avertissements possibles mais, comme autrefois, ils sont tombés dans des oreilles inattentives ou ont servi à soutenir l'accusation imméritée de « fauteurs de guerre ». Mais maintenant, tout à coup, l'éclair de Corée et l'extension de conflagration qui l'a suivi, ont éveillé dans le monde libre tout entier une conscience aiguë et véhémement du danger, et plusieurs mesures sont maintenant proposées qui, si elles avaient été prises il y a deux ans, auraient au moins porté leurs fruits à l'heure actuelle. A vrai dire, si ce qu'on propose et ce qu'on est sur le point de réaliser actuellement l'avait été il y a deux ans, on aurait peut-être réussi à répondre à demi aux besoins de l'Europe.

Il est hors de doute qu'à mesure que deviendra plus profonde notre conscience du danger mortel qui nous menace, nous verrons s'éveiller ce sens de l'autoprotection qui est le fondement de l'existence humaine, et ce processus se poursuit actuellement. Notre collègue socialiste anglais, M. Edelman, nous a rappelé l'immense supériorité, en matière d'acier, de pétrole, d'aluminium et d'autres matériaux, sur laquelle repose le potentiel de défense des pays libres. Mais beaucoup de ces ressources risquent de devenir la proie de l'agresseur, si nous sommes écrasés.

M. André Philip a dit mardi dernier que la France n'avait pas envie d'être libérée une fois de plus. Après une période d'occupation par les communistes russes, il ne restera pas, comme l'a dit M. Reynaud, grande chose à libérer. La liquidation systématique de tous les éléments hostiles au communisme ne laissera subsister que bien peu de vestiges susceptibles d'être

reconnus par ceux qui viendront au secours des survivants. Nous n'avons, dans cette Assemblée, ni responsabilités ni pouvoirs exécutifs, mais nous sommes tenus de faire entendre nos avertissements et nos conseils. Il faut créer — et dans le plus bref délai possible — un front défensif réel en Europe. La Grande-Bretagne et les États-Unis doivent envoyer sur le continent des forces importantes. La France doit ressusciter une fois de plus sa fameuse armée. Nous accueillons avec sympathie nos camarades italiens. Tous les États — Grèce, Turquie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Pays Scandinaves — doivent porter leur part du fardeau et donner le maximum de leur force.

Un sentiment de courage et d'unité doit nous inspirer, et orienter vers l'adoption de mesures de défenses fermes et efficaces les puissantes énergies qui sont à la disposition de nos gouvernements. Ceux qui se vouent aux causes les plus hautes doivent considérer, non ce qu'ils peuvent en tirer, mais ce qu'ils peuvent apporter. Que ce soit là notre rivalité au cours des années à venir! Mais voici le défi qu'il nous faut affronter : allons-nous avoir le temps nécessaire ? Question à laquelle nul ne peut répondre avec certitude; mais supposer qu'il est trop tard serait sombrer dans la folie du désespoir. Nous sommes encore sous la protection de la bombe atomique dont les États-Unis sont seuls à posséder de formidables réserves. L'utilisation de cette arme ébranlerait les fondations du régime soviétique d'un bout à l'autre des vastes régions de la Russie, et le bouleversement de toutes les communications et de toute direction centralisée pourrait permettre au peuple courageux de la Russie de se libérer lui-même d'une tyrannie bien pire que celle des tzars.

Il est très plausible que de telles possibilités soient de nature à décourager efficacement une agression des Soviétiques, du moins jusqu'au moment où ceux-ci auront pu, par de longs et pénibles efforts, se constituer une réserve suffisante de bombes atomiques. Une autre raison pourrait retarder l'assaut général des armées communistes contre les démocraties occidentales: les dictateurs soviétiques n'ont pas de raison d'être mécontents de la tournure qu'ont prise jusqu'à présent et que prennent encore les événements. Depuis la fin de la guerre mondiale, en 1945, ils ont rangé sous leur domination la moitié de l'Europe et la Chine tout entière, sans perdre un seul soldat russe, ajoutant ainsi plus de 500 millions d'hommes à leur immense population. Ils ont à leur disposition des occasions innombrables de créer du désordre et de nous faire succomber, par l'action de leurs satellites, à la tentation de disperser indûment nos forces. Il semble que le Tibet doive être la prochaine victime. En se lançant dans ces diversions, ils sont en état de prêcher la paix, tout en préparant une guerre d'agression et en améliorant leurs réserves atomiques.

Mais à mon avis — que je présente avec une certaine hésitation —, nous avons devant nous un délai de grâce; si nous en profitons judicieusement, énergiquement, et si nous ne perdons pas notre temps comme nous l'avons déjà fait si souvent, nous pouvons encore renforcer grandement les mesures préventives contre une agression plus grave de la Russie communiste. Boucher les trous béants qui existent dans les lignes de défenses des Puissances occidentales de l'Europe est le moyen le plus sûr, non seulement de sauver nos vies et nos libertés, mais encore d'empêcher une troisième guerre mondiale d'éclater. Si d'ici deux ans, environ, nous arrivons à créer contre l'invasion communiste un système de défense sur lequel nous puissions compter, nous aurons, tout au moins, écarté la tentation la plus flagrante de l'esprit de ceux qui cherchent à imposer aux démocraties libres leur volonté par la force.

Ce système de défense de l'Occident est le seul qui puisse donner à nos démocraties la meilleure chance d'aboutir à un règlement final, en appuyant nos négociations avec les Soviétiques sur la force et non point sur la faiblesse. Mais il n'y a plus à perdre ni un jour, ni une parcelle d'énergie. Comme je l'ai déjà dit, cette Assemblée n'a pas pouvoir pour agir, et nous ne cherchons pas à relever de leurs devoirs les gouvernements responsables du pouvoir exécutif.

Mais nous devons faire connaître nos convictions communes. Nous devons, à l'heure actuelle, du Palais de l'Europe, adresser un message de confiance et de courage au monde entier. Nous devons non seulement réaffirmer, comme on nous a demandé de le faire, notre allégeance aux Nations Unies, mais encore faire un geste qui donne des directions pratiques et constructives, en nous déclarant en faveur de la création immédiate d'une armée européenne, qui soit rangée sous la direction d'un commandement unifié et à laquelle nous devons tous apporter une participation digne et honorable.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, je vous sou mets une proposition de résolution qu'à la suite de consultations préalables auprès de diverses personnalités, je me permets d'inscrire au projet d'ordre du jour. Je veux croire que cette proposition recueillera par un vote public et officiel, une majorité écrasante, sinon l'acceptation unanime de cette Assemblée. Ce sera la plus grande contribution qu'il soit en notre pouvoir d'apporter à la sécurité et à la paix du monde. Nous pourrons alors avancer tous ensemble, sûrs tout au moins d'avoir accompli notre devoir. Voici le texte de cette résolution : « L'Assemblée, désireuse d'exprimer son attachement au maintien de la paix et résolue à soutenir l'action entreprise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour défendre les peuples pacifiques contre l'agression, demande la création immédiate d'une armée européenne unifiée soumise à un contrôle démocratique européen, et agissant en coopération avec les États-Unis et le Canada. »